

Orientations budgétaires de la Ville de Paris pour 2025.

Paris, le 19 novembre 2024

Par Mme Anne HIDALGO - Maire de Paris

Seul le prononcé fait foi

Mes chers collègues,

La présentation de notre document d'orientations budgétaires et des quatre plans stratégiques qui guideront Paris dans les années qui viennent ouvrent un chapitre décisif pour Paris. Ils incarnent, je le crois sincèrement, l'ambition que nous portons ensemble pour notre Capitale, avec mon équipe, mon Exécutif, avec les maires d'arrondissement et les présidents de groupe de la majorité. C'est cette ambition que nous portons depuis dix ans et qui est une ambition que nous renouvelons à chaque fois, chaque année, bien sûr, lors du débat budgétaire, mais que nous renouvelons en tenant compte des effets du changement climatique et des effets géopolitiques ou nationaux, qui ont des incidences sur notre action.

Ces objectifs, ces plans, incarnent l'ambition que nous portons, à savoir une ville plus résiliente, plus écologique, plus solidaire, prête à affronter les immenses défis qui se tiennent devant elle. C'est aussi une ville démocratique, c'est-à-dire une ville où la parole est libre, où les citoyens s'expriment, où nous combattons les "fake news" pour pouvoir faire en sorte que chacune et chacun, en connaissance de cause, puisse décider librement de ses choix. Je vous assure que dire cela, c'est être pleinement engagé et comprendre, et je crois que chacune et chacun ici le comprend, quelle est l'évolution du monde.

Il y a quelques jours, nous étions en amont du G20 à Rio avec les grandes villes de la planète qui se réunissent en amont du G20 dans ce que l'on appelle "U20", c'est-à-dire les plus grandes métropoles du monde. Nous avons ensemble décrit ce qu'il se passait chez nous. Partout, il se passe la même chose. Si l'on veut combattre les conséquences et travailler sur les causes du changement climatique, si l'on veut, puisque cela a des conséquences sur la solidarité, la pauvreté, la place des femmes, la place des enfants et des plus vulnérables, s'occuper de cette solidarité, alors, nous devons conforter nos systèmes démocratiques. En effet, c'est à partir d'un système démocratique que l'on peut échanger, discuter, débattre, voter, prendre des décisions et voter aussi des budgets.

Dans un monde où aujourd'hui, la question de la dépense publique est souvent devenue un élément d'instrumentalisation et de "fake news" dans absolument tous les pays du monde... Chacun se souvient ici des images du Président argentin avec sa tronçonneuse, disant qu'il allait couper dans toutes les dépenses, parce que cela ne sert à rien de mettre en place des politiques publiques. Il est en train de le faire et celui qui se présentait comme le représentant du peuple argentin est en train de devenir son fossoyeur, parce que ces gens qui tiennent ces propos, qui se réclament de la défense des peuples, en fait, sont les pires élites qui soient. Ce sont les pires élites qui soient ! Ils mettent les démocrates que nous sommes dans la position d'être soi-disant les représentants des élites mondialisées. C'est ce qui est en train de se passer.

Ce que nous votons est extrêmement important, parce que c'est complètement aligné avec ce que nous devons engager quand nous sommes en responsabilité, que ce soit au niveau national ou au niveau local, pour faire changer les choses et permettre aux gens de reprendre le pouvoir sur leur vie.

Reprendre le pouvoir sur sa vie, c'est pouvoir décider, voter, engager des plans stratégiques, les mettre en œuvre. Pour les mettre en œuvre, il faut les moyens, à savoir : voter des budgets. Nous sommes dans cet exercice. Ce n'est pas un exercice convenu, un exercice bureaucratique, un exercice imposé. C'est cet exercice, avec la gravité qu'il revêt au moment où nous sommes en train de parler.

En tant que collectivité, nous avons une mission essentielle et nous le savons. C'est celle d'offrir des services publics durables et de qualité pour toutes les Parisiennes et tous les Parisiens, parce que beaucoup de Parisiennes et de Parisiens ne peuvent pas s'offrir des services privés pour améliorer leur vie et que les services publics en France sont un amortisseur absolument impressionnant, comme l'INSEE en a encore fait état récemment, des inégalités dans notre pays. C'est ce que nous sommes en train de faire.

Aujourd'hui, nous prouvons, nous, à Paris, qu'il y a un chemin possible pour répondre à l'ensemble de ces enjeux auxquels nous faisons face. Cependant, comment y arriver, évidemment, si l'État asphyxie les collectivités locales ? Pourtant, et même si nous avons dû et su faire face à une succession de crises, nous l'avons fait sans le soutien de l'État. Nous avons pourtant toujours tenu le cap. Je veux vous dire merci et je veux dire merci, évidemment, à Paul SIMONDON. Je répreciserai toutes celles et tous ceux... Il y a bien sûr Olivia POLSKI et l'administration...

La Ville de Paris a toujours tenu le cap et nous affichons une situation financière robuste. Récemment, les agences de notation "Standard & Poor's" et "Moody's", qui sont externes à la Ville, nous ont de nouveau attribué la meilleure note possible pour une collectivité. C'est d'ailleurs une note intrinsèque meilleure que celle de la France, alors que dans le même temps, les agences placent la note de l'État sous une perspective négative. Cela n'a pas été le cas pour nous. Il faut en être fier. C'est le résultat d'un travail. Ce n'est pas quelque chose qui arrive comme cela, par un claquement de doigts. C'est un travail vraiment sérieux et un travail engagé de toutes les équipes.

Selon ces mêmes agences, j'en citerai une : "La prospective financière est solide pour Paris, avec des projections pluriannuelles réalistes, notamment sur le volet des dépenses". "Paris contrôle étroitement ses dépenses de fonctionnement", disent les agences. "Notamment, la Ville a été en mesure de budgéter et d'exécuter des dépenses associées aux Jeux olympiques et paralympiques sans dépassement", disent les agences. Je vous rappelle que la sincérité et la transparence de nos comptes sont également garanties dans le cadre d'une démarche de certification qui a été impulsée par la Cour des comptes et que nous avons mise en place en 2021, n'en déplaise à ceux qui veulent raconter une autre histoire dans un monde parallèle.

Nous, nous sommes dans le monde réel et chaque fois que le monde parallèle s'invitera dans nos débats, nous demanderons que les informations soient remises dans leur vérité. C'est ce que nous faisons, d'ailleurs, puisque nous avons demandé un droit de réponse à TF1 lorsque Mme Alba VENTURA s'est permise de mettre en cause la Ville de Paris dans sa gestion des ressources humaines. Je pense que nous serons en passe d'obtenir ce droit de réponse. De toutes les façons, il est de droit. Nous sommes dans un monde de vérité et d'informations qui ne peuvent pas être trafiquées, parce que c'est la vérité qui prime, et dans un monde où nous nous soumettons à des évaluations qui sont rigoureuses, sérieuses, avec agences de notation, Cour des comptes, qui disent ce qu'ils viennent de dire. C'est le monde dans lequel nous vivons et dans lequel nous agissons.

Malgré tout, le projet de loi de finances de 2025 est particulièrement inquiétant. Nous le savons, ce P.L.F. a été élaboré dans l'urgence et en réponse à une procédure pour déficit excessif engagée par la Commission européenne à l'encontre de la France. Il est, nous le savons, une réponse à la dégradation accélérée des comptes publics par les Gouvernements qui ont dirigé le pays depuis des années. Nous

le savons. Là aussi, les chiffres sont têtus. Le déficit devra atteindre 6 % du P.I.B. à la fin de l'année et ce n'est pas le Gouvernement actuel qui en est le responsable. C'est la situation qu'il a trouvée.

Ce P.L.F. est basé sur un diagnostic erroné et verbalisé, pas par ce Gouvernement, mais par les prédécesseurs, à savoir que les collectivités locales contribueraient à la dérive des finances publiques. Je ne vous rappelle pas ici les propos de Bruno LE MAIRE, puisqu'ils ont soulevé l'indignation, la colère de tous les maires, sauf de lui, mais qui n'est pas maire. Effectivement, chacune et chacun, dans le débat public, et soucieux de vérité, a remis les choses à leur juste place.

Le déficit des collectivités locales n'équivaut pas à 6,4 % du déficit public total, non ! La dette des collectivités, nous le savons, nous le répétons et nous le répéterons jusqu'à plus soif, la dette est entièrement destinée à financer les investissements. Cela ne représente que 8,1 % de la dette globale. Ce sont d'ailleurs des investissements qui préparent l'avenir, qui soutiennent l'activité, l'emploi et la croissance. D'ailleurs, faites le choix d'empêcher les communes d'investir et l'économie nationale s'effondrera. C'est à peu près aussi clair que cela ! Faites le choix d'empêcher les communes de soutenir et de mettre en place les services publics locaux de proximité : alors, les inégalités et la pauvreté progresseront. C'est aussi simple que cela.

La réduction des marges de manœuvre de nos collectivités résulte par ailleurs vraiment, et cela a d'ailleurs été dit ce matin par la Ministre, Mme VAUTRIN, sur une antenne de radio, des mesures imposées par un État depuis des années, par exemple sur la question des ressources humaines et de l'augmentation des points d'indice, qui sont des mesures nationales dont on peut évidemment se réjouir pour nos agents, mais qui sont des mesures nationales non compensées par l'État. C'est donc directement la conséquence de ces mesures et je remercie d'ailleurs un certain nombre de Ministres, aujourd'hui, de reconnaître cela.

J'en appelle bien sûr ici au soutien des parlementaires, parce que les solutions sont là, et comme d'autres, nous demandons bien sûr d'engager un autre tournant budgétaire. Le P.L.F. 2025, s'il était adopté tel quel, représenterait en fait une perte à hauteur de 300 à 350 millions d'euros pour Paris, pas du tout liée à notre gestion, aux réserves que nous avons faites, à l'épargne que nous avons générée pour pouvoir garantir une partie de l'autofinancement de nos investissements, non. Ce sont simplement des décisions qui sont des décisions qui nous seraient imposées.

Pour Paris, cela équivaut par exemple au budget total des mairies d'arrondissement. Cela correspond aussi, par exemple, à l'ensemble des financements de la restauration scolaire. 300 à 350 millions d'euros, c'est l'enseignement primaire, maternel et secondaire, ainsi que le budget dédié à la famille et à la petite enfance. C'est ce que cela représente. La situation que nous sommes en train de vivre, nous, à Paris, et toutes les autres collectivités avec nous, est d'autant plus scandaleuse que le désengagement de l'État est croissant depuis plusieurs années. Je vous le rappelle.

Beaucoup ont même milité pour cela sur les bancs de l'opposition, pour que l'on soit sanctionné. Il y en a même qui disaient, mais ils ne sont plus là, que nous allions être mis en faillite, que nous serions mis sous tutelle. C'était la grande affaire des années où la dotation globale de fonctionnement de la Ville passait de plusieurs centaines de millions d'euros à zéro. Depuis 2022, la dotation globale de fonctionnement de Paris est nulle. Depuis 2014, si je prends cette période sur les dix ans, la baisse a atteint 681 millions d'euros. Aujourd'hui, c'est zéro : zéro en 2022, zéro en 2023, zéro en 2024, zéro en 2025, c'est-à-dire qu'il y a une discrimination vis-à-vis des Parisiennes et des Parisiens, puisque la dotation globale de fonctionnement est aussi une reconnaissance du rôle de l'État et du rôle que la Ville joue au nom de l'État sur un certain nombre de services publics.

Ainsi, compte tenu du contexte de grande incertitude et dans l'attente de l'adoption du P.L.F., nos orientations budgétaires n'intègrent pas encore, à ce stade, les mesures de l'État, puisque nous discutons. Je le répète, pour autant, Paris reste résiliente. C'est une ville bien gérée et attractive.

En 2025, les recettes de fonctionnement devraient légèrement augmenter au vu de la reprise fragile du marché de l'immobilier et de l'attractivité de Paris liée, quand même, à ces magnifiques réussites des Jeux olympiques et paralympiques. Les dépenses de fonctionnement, quant à elles, augmenteront légèrement, afin de poursuivre notre ambitieux financement de la transition écologique, notamment via les quatre plans stratégiques que nous présentons lors de ce Conseil.

Après l'accélération de la transformation de Paris et la réussite des Jeux olympiques et paralympiques, je suis bien sûr fier de poursuivre nos investissements pour les Parisiennes et les Parisiens, car nous allons investir 1,7 milliard d'euros en 2025 pour la transition écologique et sociale.

Lors du Sommet que nous avons eu avec les villes qui sont les villes capitales des pays siégeant au G20, une étude récente de l'organisation "C40", ce réseau mondial des plus grandes métropoles au monde, a mis au jour que le besoin en financement des villes à l'échelle mondiale pour la transition écologique est de 800 millions de dollars par an. Nous, nous investissons 1,7 milliard d'euros à Paris et c'est un niveau d'investissement que nous soutenons. Je tiens aussi à rappeler que Paris est en mesure, par sa gestion saine, d'autofinancer à 59 % ses dépenses d'investissement, traduisant à nouveau la qualité de la gestion municipale. Ces investissements cruciaux préparent l'avenir. Je parlerai à la Ministre de la Culture de sa saine gestion, de ses comptes à elle.

Ces investissements cruciaux préparent l'avenir de notre Ville, qui accompagne ces indispensables transitions écologiques et sociales. Aussi, nous projetons une épargne de 560 millions d'euros, ce qui représentera à nouveau un niveau très satisfaisant. Ce P.L.F. est un P.L.F. qui pose problème. Cet après-midi, nous serons réunis au Congrès des maires de France. Je le dirai, mais beaucoup d'autres que moi le diront exactement dans les mêmes termes, comme cela a été dit aussi, puisque nous sommes Ville et Département, lors du Congrès des Départements de France, auquel Paul SIMONDON participait pour nous représenter à Angers la semaine dernière. Partout en France, les collectivités locales partagent cette inquiétude qui s'est fait entendre récemment.

D'ailleurs, le Premier Ministre a dit que le P.L.F. tel qu'il a été présenté, version pour les départements, ne pouvait pas ne pas bouger, conscient de la difficulté majeure que cela engendrait. J'ai eu l'occasion de le rencontrer, d'échanger avec lui et de pouvoir, de façon extrêmement respectueuse et sereine, poser les éléments qui sont des éléments qui rendraient l'équation impossible, pas simplement pour Paris, mais une équation impossible qui risquerait de plonger notre pays dans une crise encore plus grave, même si, et je suis vraiment d'accord avec cette idée, il y a des efforts à faire et il y a à modifier un certain nombre de choses. En effet, cette menace qui pèse sur le pays, qui est effectivement cette dette qui a explosé d'une façon absolument faramineuse, pas du fait des collectivités, mais du fait des choix qui ont été faits, est quelque chose que nous ne pouvons pas balayer du revers de la main, comme nous ne pouvons pas balayer non plus du revers de la main la dette écologique qui est aussi celle qui pèse sur nos épaules.

Pour répondre à tout cela et pouvoir nous engager, nous présentons aussi, lors de ce Conseil, quatre plans stratégiques qui seront le cadre pour les quinze prochaines années : le Plan Climat, le Plan local d'urbanisme bioclimatique, le Plan Paris santé environnementale et le Plan Résilience. Je suis fier que notre document d'orientations budgétaires traduise si justement leurs ambitions.

Je veux exprimer toute ma gratitude envers celles et ceux qui ont rendu possible ce document d'orientations budgétaires et les quatre plans stratégiques, ainsi qu'aussi, cher Jacques, la communication sur la rénovation thermique des logements sociaux et des équipements, qui va aussi nous réunir pendant ce Conseil. Je tiens à souligner l'implication des adjoints, Patrick BLOCHE, évidemment, Paul SIMONDON, Dan LERT, Lamia EL AARAJE, Anne-Claire BOUX, nous avons pris de ses nouvelles, elle va bien, mais elle fait des petits examens, Pénélope KOMITÈS, Jacques BAUDRIER, Barbara GOMES, avec son travail très engagé sur les questions du logement locatif. Votre engagement a été déterminant et je veux vraiment vous en remercier.

Cet engagement a été aussi celui de l'administration parisienne, sans qui ces plans seraient restés des ébauches. Chère Marie, merci à l'ensemble de l'administration. A l'heure où le service public subit des attaques sans précédent, il est essentiel de le rappeler, nos agents sont les piliers de nos actions. D'ailleurs, ils ont toujours été au rendez-vous face aux défis majeurs de la Ville. Souvenez-vous lors du Covid, souvenez-vous lors des crues de la Seine, souvenez-vous lors des Jeux olympiques et paralympiques : nos services publics, nos fonctionnaires, nos agents publics ont été au rendez-vous et font notre fierté. Alors, oui, je le dis ici, les déclarations du Ministre de la Fonction publique sont honteuses, lui qui prend en exemple M. MILEI qui se promenait avec sa tronçonneuse. On aurait dû l'arrêter, parce qu'il portait une arme, mais il a été malheureusement élu. Oui, c'est honteux de dire des choses pareilles. C'est honteux de dire des choses pareilles et nous y reviendrons lors de ce Conseil, chère Olivia POLSKI.

Je remercie également les maires d'arrondissement pour leur précieuse implication, ainsi que les présidents des groupes de la majorité qui, comme toujours, ont su unir leur force autour de ces enjeux cruciaux qui nous réunissent.

Enfin, je veux aussi adresser un immense merci aux Parisiennes et aux Parisiens, aux associations, à tous nos partenaires qui ont contribué par leurs idées, leur mobilisation, à bâtir des plans ambitieux et permettre que nous puissions les mettre en œuvre. Ces quatre plans sont déterminants, car Paris pourrait atteindre des pics à 50 degrés d'ici dix ans. A partir d'aujourd'hui et jusqu'à la fin de la semaine, un camion sera installé aux 3-5, rue de Lobau. Il permettra de vivre une simulation des conditions de vie dans une ville à 50 degrés, dans un Paris à 50 degrés. Vous avez reçu une invitation. Je vous encourage vivement à aller le découvrir et faire l'expérience. Je m'y rendrai évidemment également. Il est de notre devoir de tout faire pour reculer cette échéance le plus tard possible.

J'aime aussi prendre cet exemple : avant la crise sanitaire du Covid, notre simulation de pandémie nous avait permis de prévoir les masques et les moyens nécessaires pour s'y préparer, parce que dès 2015, nous nous étions engagés avec la fondation "Rockefeller" et avec une centaine de villes résilientes dans un Plan Résilience pour Paris. Beaucoup, d'ailleurs, m'avaient suggéré de supprimer la dépense d'achat de masques, disant "cela n'arrivera jamais", et m'avaient même proposé de supprimer et de détruire les masques plus anciens, au motif que cela coûtait cher en gestion de garder des stocks de masques dits "obsolètes". Heureusement, on ne les a pas écoutés. Nous avons eu, au moment où la pandémie a éclaté, ces stocks de masques qui, loin d'être obsolètes, ont permis aussi de dépanner immédiatement l'A.P.-H.P., les E.H.P.A.D. et nos agents du service public, qui, eux, faisaient face pendant la pandémie.

Alors aujourd'hui, nous allons évidemment poursuivre. Le Plan Climat, cher Dan, c'est aussi une véritable stratégie d'ensemble de la lutte contre le changement climatique. Paris montre la voie et notre Plan Climat est pris en exemple dans beaucoup de grandes villes du monde. La rénovation énergétique de toutes les crèches et des écoles parisiennes d'ici 2050, le Plan Grand chaud visant à réduire les inégalités face au dérèglement climatique, le déploiement de 6.000 micro-installations de production d'énergie renouvelable sur les bâtiments publics ne sont que quelques-unes des 500

actions prévues par ce plan, qui concerne toute l'action municipale dans les 17 arrondissements de Paris. D'ailleurs, je mets au défi les maires d'arrondissement, y compris de l'opposition, de m'expliquer qu'ils n'en veulent pas.

La transformation profonde de notre Ville s'accélélera aussi grâce à notre nouveau Plan d'urbanisme bioclimatique. Il est le reflet de nos ambitions bioclimatiques, de notre action en faveur de la solidarité. Il introduit de nombreuses innovations, afin de répondre aux enjeux, notamment du logement abordable, de la réduction de l'impact carbone et de l'adaptation au changement climatique.

Le Plan Parisien santé environnementale, ainsi que le Plan Résilience, apportent chacun une pierre à cet édifice collectif et seront portés par les investissements nécessaires, parce que si nous voulons que ce ne soit pas que des mots, mais des actions et du vécu pour les Parisiennes et les Parisiens, il faut bien sûr des investissements.

Le Plan Parisien santé environnementale est construit autour de trois piliers clés. Nous voulons lutter contre les inégalités sociales, territoriales et environnementales de santé, protéger prioritairement la santé de celles et ceux qui sont les plus vulnérables aux pollutions, les enfants, les aînés, les familles, et mettre en action la démocratie sur le terrain médical pour que les actions soient les plus efficaces et pertinentes possible. Ce Plan Parisien santé environnementale s'adresse à toutes les classes moyennes parisiennes. Ce sont les premières à être les bénéficiaires, parce que les classes moyennes sont les premières bénéficiaires du service public.

Le Plan Résilience vise quant à lui à renforcer la capacité de Paris à mieux affronter les crises. Cela se traduit par la formation des Parisiennes et des Parisiens, le renforcement des solidarités de proximité, du lien social comme levier de résilience et enfin, l'adaptation des infrastructures du bâti parisien.

Ces quatre plans constituent notre cadre commun pour les quinze prochaines années. Ils doivent nous permettre de respecter l'Accord de Paris d'atteindre la neutralité carbone à horizon 2050, en mettant toujours la priorité sur nos engagements en faveur des classes moyennes, des familles et des plus précaires, car ce sont eux qui sont en première ligne des conséquences du changement climatique. Ces quatre plans sont les fondations du Paris de demain.

Imaginez pouvoir bien respirer, même aux abords du périphérique, pouvoir bien manger, chère Audrey, et être bien logé, dignement, quels que soient vos moyens. Imaginez-vous vous baigner dans la Seine, cher Pierre, vous promener dans de nouveaux espaces verts, cher Christophe, dans nos forêts urbaines où les températures baissent. Imaginez rire et jouer dans les "Rues aux enfants" qui nous sont si chères, cher Patrick, car ces plans sont à la hauteur de notre responsabilité envers les générations futures. Nous bâtissons pour elles une capitale plus verte, plus solidaire, plus durable et plus vivable.

Ce rapport sur les orientations budgétaires et ses quatre plans représente notre engagement collectif pour construire une ville durable et solidaire au service de toutes les Parisiennes et de tous les Parisiens. C'est le sens de nos politiques publiques et de ces quatre plans, que nous présenterons en détail durant ce Conseil de Paris cet après-midi et demain matin. Nous croyons en une seule chose : l'importance du service public, sa force pour lutter contre les crises, notre force collective, les crises de notre temps et celles qui s'annoncent.

Je vous remercie.